

Brochure n° 3304

Convention collective nationale

IDCC : 2190. – **MISSIONS LOCALES ET PAIO**

AVENANT N° 27 DU 21 FÉVRIER 2007
RELATIF À LA PRÉVOYANCE (GNP ET OCIRP)

NOR : *ASET0850148M*

IDCC : 2190

Entre :

L'union nationale des missions locales et PAIO et des organismes d'insertion sociale et professionnelle (UNML),

D'une part, et

La fédération de la protection sociale du travail et de l'emploi (PSTE) CFDT ;

La fédération française santé et action sociale (FFASS) CFE-CGC ;

La fédération de la protection sociale et de l'emploi (PSE) CFTC ;

La fédération nationale des personnels des organismes sociaux (FNPOS) CGT ;

La fédération nationale de l'action sociale (FNAS) CGT-FO,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Les partenaires sociaux décident :

- d'une part, de reconduire le GNP et l'OCIRP en tant qu'organismes assureurs du régime de prévoyance pour une durée de 5 ans à compter du 1^{er} mars 2007 ;
- d'autre part, de procéder à la modification des articles 4.2.1, 4.2.2, 4.2.9.1, 4.2.10, 4.2.13 et 4.2.15 dudit régime qui seront désormais rédigés comme indiqué dans l'article 2.

Article 2

Le titre IV « Régimes de retraite et de prévoyance » est modifié de la manière suivante :

TITRE IV

RÉGIMES DE RETRAITE ET DE PRÉVOYANCE

Article 4.1

Régime de retraite complémentaire
(modifié par l'avenant n° 1 du 31 octobre 2001)

Les structures relevant du champ d'application de la convention collective nationale des missions locales et PAIO défini à l'article 1.1 doivent adhérer à l'IRCANTEC.

Les employeurs appliquant la présente convention collective en vertu de l'article 1.7, et qui ne pourraient adhérer à l'IRCANTEC, mettraient en place auprès d'une caisse de retraite complémentaire des modalités de couverture assurant au salarié des prestations au moins équivalentes.

Article 4.2

Régime de prévoyance complémentaire

4.2.1. Création d'un régime de prévoyance complémentaire (modifié par l'avenant n° 18 du 16 janvier 2004)

Les partenaires sociaux décident d'instaurer un régime de prévoyance, généralisé à l'ensemble du personnel des organismes entrant dans le champ d'application du présent texte conventionnel, comportant les garanties suivantes :

- maintien de salaire : assureur GNP ;
- incapacité : assureur GNP ;
- invalidité : assureur GNP ;
- décès : assureur GNP ;
- rente éducation : assureur OCIRP ;
- rente du conjoint : assureur OCIRP.

4.2.2. Bénéficiaires des garanties (modifié par les avenants n° 13 du 8 juillet 2003 et n° 18 du 16 janvier 2004)

Les bénéficiaires des garanties sont l'ensemble des salariés, non cadres et cadres, titulaires d'un contrat de travail à durée déterminée ou indéterminée quel que soit le nombre d'heures de travail effectuées, des organismes entrant dans le champ d'application du présent texte conventionnel au titre de l'article 1.1 ou 1.7.

Les salariés bénéficiaires sont ceux qui sont présents au travail ou effectuent un travail effectif (au sens de l'article 4.4.2 de la convention collective nationale) ou ceux dont le contrat de travail est suspendu pour cause d'arrêt maladie.

4.2.3. Garantie maintien de salaire

4.2.3.1. Personnel concerné

Sous réserve d'avoir justifié dans les 2 jours ouvrables de leur incapacité par l'envoi d'un certificat médical, tout salarié ayant au moins 6 mois d'ancienneté dans la branche, quel que soit le nombre d'heures de travail effectuées par mois, bénéficie de cette garantie.

4.2.3.2. Définition de la garantie

Il est versé aux salariés une prestation complémentaire « maintien de salaire ».

4.2.3.3. Montant des prestations (complété par l'avenant n° 13 du 8 juillet 2003)

Les salariés perçoivent pendant 30 jours, à partir du 4^e jour de l'arrêt de travail en cas de maladie ou d'accident de droit commun ou, à partir du 1^{er} jour d'arrêt de travail en cas d'accident du travail ou de maladie professionnelle, 90 % de la rémunération brute qu'ils auraient perçue s'ils avaient continué à travailler, puis 66,66 % de cette rémunération pendant les 30 jours suivants.

Ces temps d'indemnisation sont augmentés de 10 jours par période entière de 5 ans d'ancienneté, en sus de celle requise à l'alinéa précédent, sans que chacun d'eux puisse dépasser 90 jours.

L'ancienneté prise en compte pour la détermination du droit à indemnisation s'apprécie au 1^{er} jour de l'absence.

Les jours indemnisés sont les jours calendaires.

Tous les montants exprimés en pourcentage et mentionnés au présent article s'entendent déduction faite des indemnités journalières brutes allouées par la sécurité sociale. Celles-ci sont reconstituées de manière théorique pour les salariés ne bénéficiant pas des prestations en espèces de la sécurité sociale. Seule la différence entre 90 % ou 66,66 % de la rémunération brute et le montant des prestations théoriques de la sécurité sociale est alors perçue.

4.2.3.4. Durée de service des prestations

Les prestations afférentes à la garantie maintien de salaire sont versées par année mobile (12 mois consécutifs). Il est donc tenu compte des indemnités déjà perçues par l'intéressé durant les 12 mois antérieurs, de telle sorte que, si plusieurs absences pour maladie ou accident ont été indemnisées au cours de ces 12 mois, la durée totale d'indemnisation ne dépasse pas celle applicable en vertu des dispositions définies ci-dessus.

4.2.4. Garantie incapacité

4.2.4.1. Définition de la garantie

En cas d'arrêt de travail consécutif à une maladie ou à un accident professionnel ou non, il sera versé aux salariés des indemnités journalières complémentaires.

Les salariés ne bénéficiant pas des prestations en espèces de la sécurité sociale (cas des moins de 200 heures par trimestre) bénéficient également de cette garantie.

4.2.4.2. Point de départ du service des prestations

Pour les salariés ayant 6 mois d'ancienneté, en complément à la seconde période d'indemnisation, puis en relais de celle-ci.

Pour les salariés n'ayant pas 6 mois d'ancienneté à compter du 61^e jour d'arrêt de travail continu.

4.2.4.3. Durée du service des prestations

Les prestations sont versées soit jusqu'à la reprise du travail, jusqu'à la mise en invalidité, la liquidation de la retraite et, au plus tard, jusqu'au 1 095^e jour d'arrêt de travail.

4.2.4.4. Montant des prestations

Le montant des indemnités journalières, y compris les prestations brutes servies par la sécurité sociale (reconstituées de manière théorique pour les salariés effectuant moins de 200 heures par trimestre), s'élève à 100 % du salaire net à payer de référence.

4.2.5. Garantie invalidité

4.2.5.1. Définition de la garantie

En cas d'invalidité reconnue par la sécurité sociale ou par le médecin contrôleur de l'organisme assureur sur avis du médecin traitant (pour les salariés effectuant moins de 200 heures par trimestre), il sera versé une rente jusqu'au service de la pension vieillesse, allouée en cas d'incapacité au travail.

4.2.5.2. Montant des prestations

Le montant, y compris les prestations brutes servies par la sécurité sociale (reconstituées de manière théorique pour les salariés n'ayant pas 200 heures) et le salaire partiel éventuel, s'élève pour les salariés classés en 1^{re}, 2^e et 3^e catégorie à 100 % du salaire net à payer de référence.

4.2.6. Garantie décès

4.2.6.1. Définition de la garantie

En cas de décès d'un salarié, il est versé un capital dont le montant est fixé à 200 % du salaire brut de référence, sans préjudice des capitaux décès dus au titre d'un autre contrat ou régime.

Ce capital revient :

1. Au(x) bénéficiaire(s) désigné(s) ;

2. A défaut de désignation expresse de bénéficiaires :
- au conjoint survivant non séparé, non divorcé ;
 - à défaut, aux enfants par parts égales entre eux ;
 - à défaut, à ses père et mère, par parts égales entre eux ou au survivant d'entre eux ;
 - à défaut de tous les susnommés, le capital revient aux héritiers selon les règles de dévolution successorale.

4.2.6.2. Perte totale et irréversible d'autonomie (PTIA)

La perte totale et irréversible d'autonomie (invalidité de 3^e catégorie reconnue par la sécurité sociale ou par le médecin-conseil (pour les salariés effectuant moins de 200 heures par trimestre) est assimilée au décès et peut donner lieu, sur demande du salarié, au versement par anticipation du capital fixé ci-dessus à son profit. Ce versement par anticipation met fin à la garantie décès.

4.2.6.3. Garantie décès accidentel

En cas de décès consécutif à un accident, il est versé un capital supplémentaire dont le montant est fixé à 200 % du salaire brut de référence.

4.2.6.4. Garantie double effet

Le décès postérieur ou simultané du conjoint de l'assuré, non participant au régime, non remarié, entraîne le versement au profit des enfants à charge d'un capital égal au capital garanti sur la tête de l'assuré.

4.2.7. Garantie rente éducation

En cas de décès ou de perte totale et irréversible d'autonomie (PTIA) d'un salarié, il sera versé au profit de chaque enfant à charge une rente temporaire annuelle dont le montant est fixé à 3 fois le SMIC mensuel brut. Le versement de cette prestation est fractionné par trimestre.

4.2.8. Garantie rente du conjoint

4.2.8.1. Personnel concerné

Tout salarié, quels que soient l'ancienneté et le nombre d'heures de travail effectuées.

4.2.8.2. Définition de la garantie

En cas de décès du salarié avant son départ à la retraite, une rente temporaire est versée. Cette rente est versée jusqu'au départ à la retraite et, au plus tard, au 65^e anniversaire de la personne qui a la qualité de conjoint survivant non remarié, concubin notoire et permanent, personne avec laquelle le salarié est lié par un pacte civil de solidarité.

Le montant de cette rente est fixé à 10 % du salaire annuel brut de référence.

4.2.9. Clauses communes à l'ensemble des garanties

4.2.9.1. Limitation des prestations incapacité et invalidité

En tout état de cause, les prestations du régime de prévoyance en cas d'incapacité, d'invalidité, cumulées à celles servies par la sécurité sociale (reconstituées de manière théorique pour les salariés n'ayant pas droit à indemnisation auprès de la sécurité sociale) et à l'éventuel salaire à temps partiel, ne peuvent conduire le salarié à percevoir plus que le salaire net à payer qu'il aurait perçu s'il avait continué à travailler.

En tout état de cause, l'organisme assureur se réserve le droit de procéder aux visites médicales, contrôles qu'il jugerait utiles.

Le comité paritaire de surveillance et d'interprétation chargé du suivi et de l'interprétation du régime de prévoyance est consulté par les organismes de prévoyance sur l'ouverture ou la poursuite du service des prestations.

4.2.9.2. Assiette des cotisations

L'assiette des cotisations correspond au total des rémunérations brutes, y compris les primes et gratifications (13^e mois ou prime annuelle), servant de base au calcul des cotisations sociales.

4.2.9.3. Salaire de référence

Pour le calcul des prestations, le salaire de référence correspondant au total des rémunérations y compris les primes et gratifications (13^e mois ou prime annuelle) ayant servi de base au calcul des cotisations sociales et perçues au cours des 12 mois précédant l'arrêt de travail, le décès ou l'événement ayant donné lieu à la perte totale et irréversible d'autonomie.

Si le salarié n'a pas l'ancienneté des 12 mois, le salaire de référence, pour le calcul des prestations, est reconstitué sur une base annuelle en se référant à la période effective d'emploi précédant l'arrêt de travail, le décès ou l'événement ayant donné lieu à la perte totale et irréversible d'autonomie et en tenant compte de tous les éléments annuels de rémunération (primes éventuelles incluses).

4.2.9.4. Revalorisation des prestations

Les prestations incapacité et invalidité sont revalorisées selon l'évolution de la valeur du point IRCANTEC, aux mêmes dates.

4.2.9.5. Terme de la couverture (supprimé et modifié par l'avenant n° 13 du 8 juillet 2003)

En cas de rupture du contrat de travail entre le salarié et l'organisme adhérent, la couverture du régime cesse.

Toutefois, les salariés licenciés continuent à être couverts dans le cadre du présent régime, dans le mois qui suit leur licenciement, à la condition qu'ils soient pris en charge par le régime d'assurance chômage.

N'est pas remis en cause, d'une part, le versement des prestations immédiates ou différées, acquises ou nées durant l'exécution du contrat de travail ainsi que, d'autre part, le maintien des garanties décès, rentes éducation et de conjoint au profit des personnes en situation d'incapacité ou d'invalidité à la date de la rupture du contrat de travail ou dans le « mois » visé ci-dessus.

4.2.9.6. Définition des enfants à charge

Pour l'application de la garantie rente éducation, est considéré comme « à charge », indépendamment de la position fiscale, l'enfant du salarié ou de son conjoint ou concubin, qu'il soit légitime, naturel, adoptif ou reconnu :

- jusqu'à leur 18^e anniversaire sans condition ;
- jusqu'à leur 25^e anniversaire, s'il est étudiant, apprenti, sous les drapeaux au titre du service national, demandeur d'emploi inscrit à l'ANPE et non indemnisé par le régime d'assurance chômage, sans limitation de durée en cas d'invalidité, avant son 21^e anniversaire, équivalente à l'invalidité de 2^e ou 3^e catégorie de sécurité sociale, justifiée par un avis médical ou tant qu'il bénéficie de l'allocation d'adulte handicapé et qu'il est titulaire de la carte d'invalidité civile.

4.2.9.7. Définition du conjoint, du concubin et des personnes liées par un contrat Pacs

On entend par conjoint, l'époux (ou l'épouse) du salarié, non divorcé(e) par un jugement définitif.

La situation des personnes en concubinage ouvre droit à la prestation rente de conjoint dès lors que le salarié et son concubin sont célibataires ou veufs ou divorcés, et :

- par la preuve de 2 ans de vie commune avant le décès, ou
- qu'un enfant reconnu des 2 parents est né de l'union ou adopté conjointement par eux.

La situation des personnes liées par un pacte civil de solidarité ouvre droit à la prestation rente du conjoint dès lors que le (ou la) salarié(e) et la personne avec laquelle il ou elle est lié(e) par un Pacs sont célibataires ou veufs ou divorcés, et :

- que le contrat de Pacs a été conclu au moins 2 ans avant la date du décès, ou,
- qu'un enfant reconnu des 2 parents est né de l'union ou adopté conjointement par eux.

4.2.10. Taux de cotisation

(supprimé et modifié par l'avenant n° 13 du 8 juillet 2003)

Le taux global de cotisation, en contrepartie des garanties, est fixé à 2,10 % de la tranche A et 3,31 % des tranches B et C.

La cotisation afférente à la garantie maintien de salaire (0,53 % TA et 1,25 % TB et TC) est à la charge exclusive des employeurs.

La cotisation afférente à la garantie incapacité de travail est à la charge exclusive des salariés, à l'exclusion de la tranche A pour les cadres traitée ci-dessous.

La cotisation restant à charge (1,57 % TA et 2,06 % TB et TC) est répartie, globalement, à hauteur de 60 % à la charge de l'employeur (0,94 % TA et 1,24 % TB et TC) et de 40 % à la charge du salarié (0,63 % TA et 0,82 % TB et TC) selon les clés de répartition qui suivent et à l'exception de la cotisation de 1,57 % sur la TA pour le personnel bénéficiaire de la CCN de 1947 qui est à la charge exclusive des employeurs.

Taux applicables à compter du 1^{er} mars 2007

COTISATION GLOBALE			COTISATION À LA CHARGE DES SALARIÉS				COTISATION À LA CHARGE DES EMPLOYEURS			
Maintien de salaire non-cadres et cadres			Maintien de salaire non-cadres		Maintien de salaire cadres		Maintien de salaire non-cadres		Maintien de salaire cadres	
TA	TB et TC		TA	TB et TC	TA	TB et TC	TA	TB et TC	TA	TB et TC
0,53 %	1,25 %						0,53 %	1,25 %	0,53 %	1,25 %

	PRÉVOYANCE non-cadres et cadres		PRÉVOYANCE non-cadres		PRÉVOYANCE cadres		PRÉVOYANCE non-cadres		PRÉVOYANCE cadres	
	TA	TB et TC	TA	TB et TC	TA	TB et TC	TA	TB et TC	TA	TB et TC
Décès	0,38 %	0,38 %	0,02 %	0,01 %		0,01 %	0,36 %	0,37 %	0,38 %	0,37 %
Renté éducation OCIRP	0,24 %	0,24 %	0,01 %	0,01 %		0,01 %	0,23 %	0,23 %	0,24 %	0,23 %
Rente de conjoint OCIRP	0,12 %	0,12 %	0,01 %	0,01 %		0,01 %	0,11 %	0,11 %	0,12 %	0,11 %
Incapacité de travail	0,58 %	0,77 %	0,58 %	0,77 %		0,77 %	0,00 %	0,00 %	0,58 %	0,00 %
Invalidité	0,25 %	0,55 %	0,01 %	0,02 %		0,02 %	0,24 %	0,53 %	0,25 %	0,53 %

	PRÉVOYANCE non-cadres et cadres		PRÉVOYANCE non-cadres		PRÉVOYANCE cadres		PRÉVOYANCE non-cadres		PRÉVOYANCE cadres	
	TA	TB et TC	TA	TB et TC	TA	TB et TC	TA	TB et TC	TA	TB et TC
Sous-total (prévoyance)	1,57 %	2,06 %					0,94 %	1,24 %	1,57 %	1,24 %
Cotisation totale (pré- voyance et maintien de salaire)	2,10 %	3,31 %	0,63 %	0,82 %			1,47 %	2,49 %	2,10 %	2,49 %

4.2.11. Condition spécifique liée à la prise en charge des malades en cours (modifié par l'avenant n° 18 du 16 janvier 2004)

Les organismes entrant dans le champ d'application du présent texte conventionnel, qui ne disposent pas d'un régime de prévoyance et qui rejoignent le régime de prévoyance alors qu'un ou plusieurs de leurs salariés sont en arrêt à la date d'effet de leur adhésion, devront en faire la déclaration auprès du GNP. Au vu de ces déclarations, le GNP proposera, au minimum au terme d'une année pleine de fonctionnement du régime de prévoyance et, s'il y a lieu, la cotisation correspondante, nécessaire au paiement des prestations. Cette cotisation mutualisée au niveau de l'ensemble de la branche fera l'objet d'un avenant.

4.2.12. Gestion du régime (modifié par les avenants n° 13 du 8 juillet 2003 et n° 18 du 16 janvier 2004)

Les organismes entrant dans le champ d'application du présent texte conventionnel sont tenus d'affilier leurs salariés aux institutions paritaires suivantes qui ont présenté le meilleur dossier au regard des conditions de la mutualisation.

Est désigné pour garantir les risques maintien de salaire, incapacité temporaire, invalidité permanente, décès, l'organisme assureur suivant : le groupement national de prévoyance (GNP), union d'institutions de prévoyance régie par les articles L. 931-1 et suivants du code de la sécurité sociale et agréée par le ministre chargé de la sécurité sociale et dont le siège est à Paris, 33, avenue de la République, 75011.

Est désigné pour garantir les risques rente éducation et rente du conjoint, l'organisme assureur suivant : l'organisme commun des institutions de rente et de prévoyance (OCIRP), union d'institutions de prévoyance relevant de l'article L. 931-1 du code de la sécurité sociale et agréée par le ministre chargé de la sécurité sociale et dont le siège est à Paris, 10, rue Cambacérès, 75008.

Le GNP agit pour le compte de l'OCIRP en qualité d'organisme gestionnaire.

4.2.13. Convention de garanties collectives (modifié par l'avenant n° 18 du 16 janvier 2004)

Les partenaires sociaux signent avec le GNP une convention de garanties collectives dont l'objet est de formaliser les engagements réciproques des organismes assureurs et des partenaires sociaux concernant le régime de prévoyance des organismes entrant dans le champ d'application du présent texte conventionnel.

Une notice d'information est envoyée par le GNP à l'ensemble des structures adhérentes au régime de prévoyance détaillant l'ensemble des garanties collectives.

Elle devra être remise à chaque salarié.

4.2.14. Commission paritaire nationale de prévoyance

Il est créé une commission paritaire nationale de gestion et de suivi de la prévoyance, selon les modalités définies à l'article 9.3 de la présente convention.

4.2.15. Réexamen des conditions d'organisation de la mutualisation (modifié par l'avenant n° 13 du 8 juillet 2003)

Conformément à l'article L. 912-1 du code de la sécurité sociale, la périodicité du réexamen des conditions d'organisation de la mutualisation interviendra, au plus tard, tous les 5 ans.

A cet effet, les partenaires sociaux se réuniront au moins 6 mois à l'avance, au regard de la date d'échéance, pour étudier le rapport spécial des organismes désignés sur les comptes de résultat de la période écoulée et sur les perspectives d'évolution du régime.

A l'issue de cet examen, le régime mis en œuvre pourra être modifié ou complété dans l'organisation de la mutualisation qu'il instaure.

En cas de dénonciation de la désignation, les garanties afférentes au décès seront maintenues pour les personnes bénéficiaires des prestations incapacité, invalidité. Les prestations incapacité, invalidité et rente éducation et de conjoint en cours continueront à être servies à un niveau au moins égal à celui de la dernière prestation due ou payée avant la résiliation ou le non-renouvellement.

Leur revalorisation continuera au moins sur la base déterminée par le texte conventionnel à la date de la dénonciation de la désignation et devra faire l'objet d'une négociation avec le ou les organismes assureurs suivants.

Article 4.3

Régime de prévoyance maladie

Concernant les modalités d'accès à la prévoyance maladie-frais médicaux (maladie, chirurgie, hospitalisation, optique, dentaire), les partenaires sociaux invitent les missions locales et PAIO relevant de la présente convention collective nationale à souscrire à un régime collectif « frais médicaux » auprès de l'organisme de leur choix.

Article 3

Le présent avenant prendra effet le 1^{er} mars 2007.

Article 4

Les parties signataires de cet avenant s'engagent à en demander l'extension.

Fait à Paris, le 21 février 2007.

(Suivent les signatures.)